

Résumé de recherche EcoA

Étude régionale approfondie : Québec

Détails clés

Mots-clés : Québécois et changements climatiques, désinformation, comportements, demandes en matière d'action climatique, solutions privilégiées, conseils de communication.

Profil démographique :

Résident·es du Québec, 18 ans et plus.

Sources : EcoAnalytics:

Policy and Efficacy Framing Quantitative Research 2023; Climate of Change Survey 2021 et 2022; Policy and Efficacy Qualitative Research 2022; National Omnibus Survey 2022; Panoramic National Survey 2017. Sources additionnelles : Le Baromètre de l'Action Climatique 2022: Disposition des Québécois et des

Québécoises face aux défis climatiques; CPAWS National Survey 2022; Sondage auprès des adhérent·es de Greenpeace; Re.Climate 2023: What do Canadians really think of about climate change?; Statistiques Canada; Régie de l'énergie du Canada.

EcoAnalytics cherche à comprendre l'opinion publique sur les questions relatives au climat et à la biodiversité dans l'ensemble du Canada. Il en ressort des différences d'une région à l'autre, et ce premier volet d'une série d'études approfondies sur les différences régionales examine les perspectives spécifiques de l'opinion québécoise en les comparant avec le reste du Canada (aussi appelé « ROC »). Cette série d'études s'appuie, entre autres sources, sur des enquêtes réalisées par EcoA depuis 2016, rassemblant des données significatives sur les différences qui existent sur des sujets tels que les connaissances et les niveaux d'inquiétude concernant les changements climatiques et la perte de biodiversité, les comportements qui en découlent, les convictions quant à l'efficacité des solutions proposées et l'expérience de la population face aux conditions météorologiques extrêmes.

Aperçu

Les Québécois·es, suivi·es de près par les résident·es de la Colombie-Britannique, ont en général la réputation d'être plus favorables aux politiques climatiques et mieux informé·es sur les problématiques et les solutions liées au climat. Cette réputation est confirmée par la plupart des études réalisées par EcoA. Les Québécois·es se sentent généralement plus préoccupé·es et enclin·es à agir que les résident·es d'autres provinces du Canada. Toutes les enquêtes 2022-2023 menées par EcoA montrent que les Québécois·es ont tendance à classer la question climatique au sommet des priorités, quand les Canadien·nes d'autres provinces sont davantage préoccupé·es par l'inflation, l'économie et les soins de santé. Cette préoccupation se traduit par des niveaux d'action individuelle et collective légèrement plus élevés qu'ailleurs au Canada, bien que ces niveaux demeurent assez faibles à l'échelle nationale. Comme beaucoup d'autres Canadien·nes, les Québécois·es considèrent toujours les changements climatiques comme un risque lointain, mais plus que les résident·es des autres provinces, la population québécoise reconnaît la menace que les changements climatiques font peser sur les plus vulnérables au Canada et dans le monde. Les Québécois·es sont aussi plus susceptibles d'exiger des gouvernements des mesures sérieuses pour lutter contre les changements climatiques, et ont clairement conscience des avantages économiques et sécuritaires des énergies propres et renouvelables. Ce sont aussi les plus nombreux à réclamer des cibles ambitieuses de protection de la biodiversité et des dépenses publiques permettant d'atteindre ces cibles.

Compte tenu de ce soutien, il n'est pas surprenant que le Québec ait connu une croissance importante dans les secteurs liés à l'environnement et aux technologies vertes, ainsi que davantage d'opportunités d'emplois dans ces secteurs que n'importe où ailleurs au Canada. En résumé, la population québécoise joue un rôle de premier plan dans l'action climatique au Canada, et ses préoccupations, ses connaissances et ses exigences en matière de climat devraient être mises en avant dans les communications, aussi bien au Québec qu'à l'extérieur de la province.

Qu'est-ce qui distinguent les Québécois·es?

- **Revenu :** Les Québécois·es sont nettement plus susceptibles de déclarer avoir un revenu décent et la capacité d'épargner (39%) que dans les autres provinces canadiennes (ROC <25%) et les moins susceptibles de dire que leur revenu est trop faible (9% c. ROC >15%) (Climate of Change 2022).
- **Expérience de conditions météorologiques extrêmes :** Il est intéressant de noter que la moitié des personnes répondantes au Québec déclarent avoir connu des changements météorologiques importants, mais seulement 55% d'entre elles estiment qu'il s'agit de changements négatifs, comparativement aux autres provinces où ce pourcentage oscille entre 62% et 77% (Climate of Change 2022).

- **Niveaux d'inquiétude** : Moins du tiers des Québécois-es se disent « très préoccupé-es » par les changements climatiques (cinq points de moins que dans le ROC), cependant 50% se disent « plutôt préoccupé-es », ce qui représente six points de plus que la moyenne dans le ROC. Le Québec compte aussi la part la plus faible des répondant-es « non préoccupé-es » (4%) ([Climate of Change 2022](#)). Enfin, près de 75% des Québécois-es déclarent éprouver de l'éco-anxiété ([Le Baromètre de l'action climatique 2022: Disposition des Québécois et des Québécoises face aux défis climatiques](#)).
- **Perception des risques** : Seulement 10% des Québécois-es estiment que les changements climatiques leur causeront personnellement beaucoup de tort, mais ce sont les plus

conscient-es des dommages causés par les changements climatiques dans les pays en développement. Les deux tiers des personnes répondantes estiment que les changements climatiques causeront beaucoup de tort aux populations des pays en développement, soit 10% au-dessus de la moyenne du reste du Canada. Elles sont également plus nombreuses que la moyenne nationale à reconnaître le tort causé aux générations futures, aux plantes et aux animaux ([Climate of Change 2022](#)).

- **Différence intraprovinciale** : Les résident-es de la ville de Québec sont moins préoccupé-es et moins susceptibles de mener des actions personnelles ou collectives que les résident-es de Montréal ou du reste du Québec ([Baromètre de l'action climatique 2022](#)).

Connaissances et désinformation

À votre connaissance, quel est le degré d'exactitude des affirmations contenues dans chacune des déclarations suivantes?

Depuis les années 1970, les compagnies pétrolières se sont employées à dissimuler les éléments prouvant que les changements climatiques sont causés par les activités humaines.



L'augmentation des prix du pétrole et du gaz est un facteur majeur de l'explosion du coût de la vie au cours des dernières années.



Les coûts des énergies renouvelables demeurent plus stables et prévisibles que ceux du pétrole et du gaz.



Les panneaux solaires émettent davantage de gaz à effet de serre durant leur fabrication qu'ils ne permettent d'en éviter durant leur cycle de vie.



Si nous protégeons davantage de terres grâce aux initiatives de conservation, la crise de l'accessibilité au logement s'aggravera.



Il est possible de combiner le développement de la production des combustibles fossiles et l'atteinte des cibles zéro émission nette.



Source : Climate of Change Survey 2022.

Les Québécois-es ont une bonne longueur d'avance sur le reste des Canadien-nes quant à leur connaissance des changements climatiques et des solutions climatiques. Cette part de la population obtient des résultats supérieurs à la moyenne nationale lorsqu'il s'agit d'associer les changements climatiques aux événements météorologiques extrêmes et de faire un lien entre l'industrie des combustibles fossiles et les changements climatiques. En ce qui concerne la désinformation, les Québécois-es sont plus susceptibles que les autres Canadien-nes (à l'exception des résident-es de la C.-B.) de reconnaître que l'industrie pétrolière et gazière a induit le public en erreur quant au lien entre les combustibles fossiles et le dérèglement climatique. Par ailleurs, la population québécoise a davantage tendance à admettre les trois vérités suivantes que le reste des Canadien-nes : l'OTAN considère les changements climatiques comme une menace à la sécurité; les médecins qualifient les changements climatiques d'urgence sanitaire; et enfin, qu'une meilleure préservation des terres n'aggraverait pas la crise du logement ([Climate of Change 2022](#)).

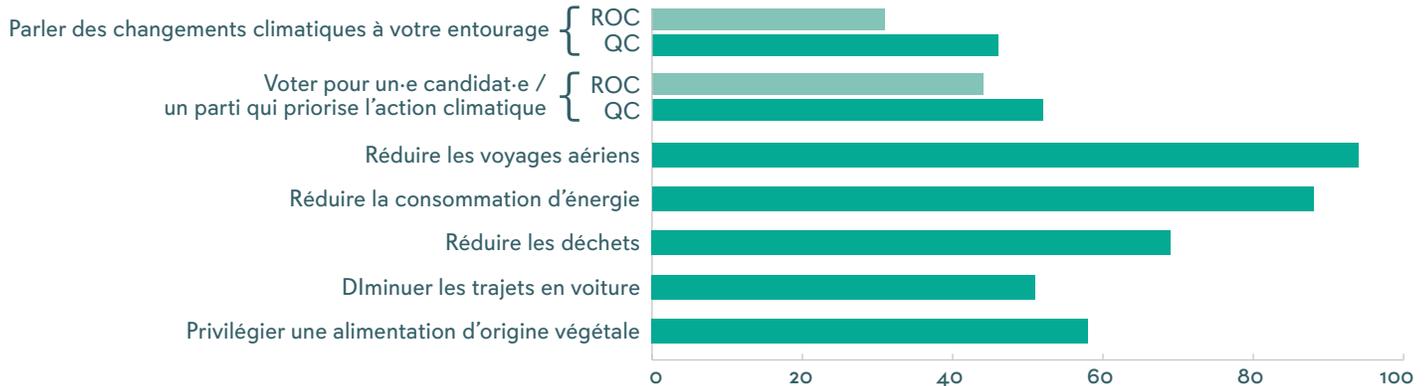
Comme dans le reste du Canada, une large majorité des Québécois-es reconnaît que l'augmentation du coût du pétrole et du gaz est un des principaux moteurs de l'inflation. Concernant l'efficacité et la mise en œuvre de certaines solutions climatiques, les Québécois-es, comme beaucoup d'autres Canadien-nes, manquent de connaissances et nourrissent beaucoup d'incertitudes.

Cependant, dans notre rapport [Policy and Efficacy Qualitative research in 2022](#), les Québécois-es ont démontré davantage d'optimisme que les résident-es d'autres provinces concernant la faisabilité de la transition énergétique et la mise en œuvre d'un réseau national de distribution d'électricité. Leur cynisme et leurs doutes se concentrent principalement sur la capacité des provinces à travailler ensemble, et non sur la solution elle-même.

Comportements

Au cours des douze prochains mois, quelle est la probabilité que vous réalisiez chacune des actions suivantes :

Total des réponses « Probable, Très probable, Déjà fait »



Sources : Climate of Change Survey 2022; Le Baromètre de l'action climatique 2022.

En termes d'action personnelle, les niveaux plus élevés de préoccupation modérée des Québécois-es semblent s'être traduits par des niveaux d'action individuelle légèrement plus élevés que dans le ROC. Comparativement aux autres provinces canadiennes, les Québécois-es consomment (ou sont davantage disposé-es à consommer) moins de viande et utilisent moins leur voiture (ou déclarent être disposé-es à le faire) (Climate of Change 2022). Toutefois, pas moins de 65% des répondant-es déclarent le voiturage en solo comme étant leur principal moyen de transport (Baromètre de l'action climatique 2022).

Les Québécois-es sont toutefois sensibles à la nécessité de réduire leur consommation et s'efforcent déjà de diminuer le gaspillage alimentaire, de choisir des produits réutilisables et de réduire leur consommation d'énergie. Les Québécois-es montrent en outre un plus fort intérêt pour les technologies propres et les énergies renouvelables. Quarante-trois pour cent des nouveaux véhicules zéro émission immatriculés au Canada en 2021 l'ont été au Québec, contre seulement 28% en Colombie-Britannique et 23% en Ontario Régie de l'énergie du Canada). C'est peut-être pour cette raison que le nombre d'emplois dans le secteur des technologies vertes a progressé beaucoup plus rapidement au Québec que dans le reste du pays, passant de 9 811 en 2017 à 22 697 en 2021. Au cours de la même période, l'Ontario n'a créé que 2 000 emplois et la Colombie-Britannique, seulement 3 000 (Statistics Canada).

En ce qui concerne le soutien aux ONG environnementales (ONGE), il convient de noter que les valeurs des Québécois-es sont les plus susceptibles de s'aligner sur celles de nombreux groupes de défense, mais le Québec a également le plus faible niveau de soutien aux ONGE (Panoramic 2017). Greenpeace Canada est sans doute une exception considérant que la majorité de ses soutiens se trouvent au Québec, selon une enquête menée par l'organisation auprès de ses adhérent-es. Sur les questions relatives aux connaissances et au soutien des initiatives de

conservation menées par les peuples autochtones, telles que les aires protégées et de conservation autochtones (APCA), les répondant-es du Québec présentent des niveaux de connaissance aussi faibles que les autres Canadien-nes et des niveaux similaires en termes d'accord et de soutien modérés envers le leadership et la prise de décision par les communautés autochtones en matière de protection de la nature (Policy and Efficacy Framing 2023).

Attentes en matière d'action climatique

Les Québécois-es manifestent régulièrement des niveaux de demandes parmi les plus élevés en ce qui concerne l'action gouvernementale en matière d'action climatique et de protection de la biodiversité (Climate of Change Survey 2021 and 2022). Plus que dans tout autre province, la population québécoise a conscience des bénéfices économiques et sécuritaires de la transition vers les énergies renouvelables (National Omnibus Survey, 2022). En ce qui concerne la protection de la biodiversité, elle affiche les plus hauts niveaux de soutien aux objectifs (92%) et à l'augmentation des dépenses publiques pour les atteindre (86%). (CPAWS, 2022). Cependant, lorsqu'il est question de faire confiance au gouvernement pour prendre les bonnes décisions en matière de climat, les Québécois-es ne sont pas plus confiant-es que la plupart des Canadien-nes. Leur plus faible niveau de confiance est lié au fait que le gouvernement déforme la réalité et est trop influencé par l'industrie (National Omnibus Survey 2022).

À l'instar d'autres régions du Canada, le Québec connaît depuis quelques années une baisse de l'inquiétude à l'égard des changements climatiques. Ce déclin s'explique par un sentiment accru d'impuissance, le renversement des responsabilités, le déni de la responsabilité humaine et l'optimisme technologique — autant de facteurs qui entravent l'action climatique.

Quelles solutions plébiscitent les Québécois-es?



Source: *Le Baromètre de l'action climatique 2022*.

Les Québécois-es sont fortement favorables à plusieurs mesures d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. Ces mesures incluent le verdissement urbain (94%), l'amélioration de l'accès à une alimentation saine et abordable pour les communautés défavorisées (90%), le renforcement des réseaux de santé et de sécurité publics afin de mieux les préparer aux catastrophes climatiques (90%), ainsi que d'autres mesures visant à protéger les populations les plus vulnérables (*Baromètre de l'action climatique 2022*).

Les Québécois-es sont également presque unanimes à tenir les grandes compagnies pétrolières pour principales responsables des changements climatiques. Les Canadien-nes des autres régions du pays attribuent plus souvent la responsabilité aux compagnies pétrolières et au gouvernement. Les Québécois-es soutiennent également davantage l'idée de poursuivre en justice les producteurs pétroliers. (*Climate of Change 2022*).

Certaines solutions recueillent moins de soutien au Québec qu'ailleurs. Par exemple, la population québécoise semble bien moins disposée à croire que l'énergie nucléaire est une alternative abordable et sûre aux combustibles fossiles (*Policy and Efficacy Framing, 2023*). Les Québécois-es ne sont pas aussi favorables que les résident-es de l'ouest canadien aux investissements et aux mesures visant à aider les travailleurs et les travailleuses du secteur pétrolier et gazier à se réorienter vers les filières des énergies vertes, ce que l'on appelle « la transition juste ». (*National Omnibus Survey, 2022*).

Points à retenir et opportunités

Le Québec est un chef de file sur les fronts du climat et de la biodiversité au Canada et dans le monde. Les stratégies en communication doivent tirer parti de cette situation en s'adressant aux publics du Québec et des autres provinces de manière sensible et qui ne soit pas de nature à diviser les Canadien-nes.

Le Québec est aussi une « terre d'élections » déterminante et les politicien-nes de tous bords doivent avoir conscience que la question climatique est l'une des principales priorités des Québécois-es.

Recommandations en matière de communication

- Tirer parti de la demande des Québécois-es pour une action gouvernementale en faveur du climat lors des échanges avec des responsables politiques.
- Tirer également parti du vote climatique des Québécois-es lors des prochaines élections. Présenter le Québec comme un chef de file : parler des nombreux secteurs dans lesquels la province augmente ses investissements et infrastructures dans les énergies renouvelables et les technologies vertes. Mettre en avant les créations de nouveaux emplois verts, l'engouement pour les véhicules électriques zéro émission et l'approche du Québec qui démontre qu'il est possible de combiner une économie forte à la protection de l'environnement et du climat.
- Au Québec :
 - > souligner les réussites du Québec en vue de renforcer la confiance dans les initiatives publiques et privées au niveau local, provincial et fédéral;
 - > créer une dynamique;
 - > continuer à informer le public afin de combler les lacunes en matière de connaissances et de contrer la désinformation;
 - > continuer d'exiger du gouvernement qu'il prenne des mesures supplémentaires;
 - > utiliser les thématiques de l'économie et de la responsabilisation des gouvernements et de l'industrie; et
 - > continuer d'utiliser les messages sur l'accessibilité, la sécurité et le partage équitable.
- Aux Canadien-nes hors Québec :
 - > Lorsque c'est possible, mettre de l'avant les réussites et les exemples du Québec, tels que le manufacturier de véhicules lourds zéro émission, Lion électrique, ainsi que le bénéfice économique que représente l'accès à une énergie hydroélectrique propre et relativement bon marché.
 - > Insister sur le fait que si ce modèle fonctionne au Québec, il peut être appliqué à d'autres territoires.